

Contribution de l'ATEE sur le Registre dans cadre de la préparation de la quatrième période

Dans le cadre du prochain changement de DSP en 2018, l'ATEE après avoir consulté les principaux acteurs du dispositif et mené sa propre réflexion, souhaite porter les points suivants dans le cadre de la concertation et de l'atelier « registre et suivi quantitatif ». Nous sommes conscients que le chantier majeur sera celui de la dématérialisation et de la préparation de la future DSP. De ce fait certains changements de court-terme, plus mineurs, ne pourront pas être pris en compte.

Augmentation du nombre d'informations disponibles sur EMMY :

Les principaux acteurs ont exprimé le souhait qu'EMMY devienne une plus grande source d'informations. Ils aimeraient notamment pouvoir accéder aux informations suivantes :

- les données mensuelles des CEE déposés ;
- les données mensuelles des CEE délivrés ;
- le stock de demandes en cours d'instructions à un pas mensuel ;
- ainsi que la répartition des certificats délivrés fiche par fiche et par département au mois le mois.

Certaines de ces données sont déjà partiellement disponibles, mais il est nécessaire de croiser plusieurs sources d'informations (Site EMMY, lettre d'informations de la DGEC...) pour les obtenir entièrement.

La mise à disposition de ces données, de façon chiffrée et non pas uniquement sous la forme de graphiques, auprès des obligés faciliterait leur travail. De plus, les obligés ont souligné l'importance de la cohérence des données pouvant être publiées sur EMMY avec les informations fournies par la DGEC par d'autres biais (via lettre d'information...).

Communication anticipée de la DGEC en cas de modifications

Les acteurs émettent le souhait d'avoir de façon anticipée des informations sur les changements impactant le Registre. L'envoi d'une note à tous les utilisateurs avant toute modification serait souhaitable. A défaut, la création d'un fil d'actualité des modifications et/ou un historique des modifications serait utile.

Indice de marché :

Une majorité d'acteurs déclarent leur intérêt d'avoir un indice de marché.

- Le prix publié par EMMY est considéré comme peu représentatif de la réalité des prix de marché du fait de la méthodologie de déclaration des prix d'échange : transactions intra-groupe, transactions à terme, transferts de délégation.

- Le prix publié par EMMY ne joue pas le rôle d'indice de prix de marché dans un contexte de prix volatils. Ce fût le cas dans le mouvement de baisse des prix constaté en 3^{ème} période, cela risque d'être le cas dans un mouvement de hausse attendu en 4^{ème} période.
- La DGEC s'est efforcée, suite à la tenue du dernier GT marché, de reconstituer un indice de marché à partir des données de transaction communiquées par certains acteurs. Après analyse, le prix semble indépendant de la durée entre la date de contractualisation et la date de transfert.
- Ceci remet en question la possibilité d'inclure dans la future DSP la mise au point de cet indice de marché, et pose plus généralement la question de la faisabilité d'un tel indice, hors installation d'une place de marché.

Place de marché :

Au de-là de l'indice de marché, un certain nombre d'acteurs sont favorables à la relance d'une vraie place de marché :

- qui permettrait la sécurisation des transactions préconisée par la Cour des Comptes, telle que développée par Powernext en France en 2012, ou qui fonctionne actuellement en Italie.
- qui permettrait d'avoir une indication fiable de l'évolution des prix spots, et répondrait au souhait d'avoir indice de marché (cf. ci-dessus).
- Qui pourrait être mise en place via une DSP ou un service de l'Etat, à l'instar de l'Italie où l'entité GME, qui organise le marché des CEE, est contrôlée par les Pouvoirs Publics Italiens.

D'autres acteurs considèrent toutefois que la mise en place de ce marché n'est ni possible ni souhaitable dans l'immédiat, l'impact de la 4^{ème} période à venir ne pouvant pas être pour l'instant anticipé.

La DGEC a par ailleurs indiqué au dernier COPIL CEE que l'instauration d'une place de marché n'était pas actuellement une de ses priorités.

Enfin, une place de marché permettrait d'avoir un indicateur fiable de tension du dispositif, qui pourrait jouer un rôle dans la réglementation, étant précisé que les acteurs du dispositif n'expriment pour l'instant pas le souhait de disposer d'une telle fonction.

Autres points d'amélioration pratiques :

Certains représentants ont exprimé diverses demandes sur des points spécifiques :

- *La mise en place d'un délai limite entre la décision de délivrance et la délivrance des CEE ; Peut-on mieux encadrer les différents délais :*
 - *entre une décision de délivrance et l'émission de la facture par EMMY*
 - *entre la date de paiement de la facture à EMMY et la date de crédit des CEE sur le compte.*

- *La création d'un moteur de recherche pour identifier ou modifier une action : pour retrouver une action on a uniquement le numéro de délivrance et non le numéro de dossier, ce qui serait utile.*
- *Conserver le nom de dossier dans l'écran d'affichage d'EMMY (écran « suivi de compte »). A l'heure actuelle, seul le numéro de délivrance est conservé.*
- *La création d'un onglet « Comptabilité » affichant toutes les factures à payer.*
- *Avoir une fiche « format import » qui soit juste.*
- *Lors d'un bug sur EMMY les délais de réponse sont trop longs.*